

IMMIGRATION : LES (EXTREMES) DROITES EUROPEENNES FONT LA LOI

Les migrants, otages des ambitions politiques en Europe

Depuis quelques années se multiplient en Europe des cas de politiciens prêts à promouvoir leurs ambitions politiques en flattant les penchants anti-migrants dans les opinions publiques, quitte à chasser sur les terres de l'extrême droite.

À cet égard, on attend avec appréhension les mesures « concrètes » annoncées par le nouveau premier ministre français en matière de « maîtrise des flux migratoires ». On se souvient, en effet, des positions affligeantes, clairement empruntées à l'extrême droite, développées par Michel Barnier lorsqu'il participa, en 2021, aux primaires de LR, dans l'espoir d'être choisi par une base militante ultradroitière comme candidat à l'élection présidentielle ! Quiconque avait connu l'ex-commissaire européen, affable et plutôt modéré, n'en revenait pas de cette inattendue et nauséabonde surenchère contre les personnes en grande difficulté et à la recherche d'un refuge en France. À présent que son sort à Maignon dépend du bon vouloir des députés lepénistes, l'intéressé risque d'être d'autant plus tenté de faire des migrants les otages de sa survie politique.

Mais il n'y a pas qu'en France – ni hélas qu'au sein de la seule droite – que l'on constate le recours à cette pratique déshonorante, avec des variantes selon le contexte politique national. Le cas le plus récent est celui de l'ex-dirigeante du parti de la gauche allemande (Die Linke), Sahra Wagenknecht, dont la nouvelle formation (qui porte son nom...) vient de remporter un double succès électoral. Sa stratégie, dite de « gauche conservatrice » (!), mise sur la portée d'un discours à la fois calqué sur celui de la gauche concernant le social et sur celui de l'extrême droite en matière d'immigration – jusqu'à préconiser, à l'instar des conservateurs britanniques, l'examen des demandes d'asile hors de l'Union européenne. « Sahra Wagenknecht joue avec le feu », écrivais-je dans ces colonnes dès les débuts de sa dérive, en 2018, lorsqu'elle critiquait l'aide apportée aux réfugiés de la guerre civile syrienne au prétexte que l'Allemagne, qui accumulait alors quelque 250 milliards d'euros d'excédents commerciaux par an, ne disposait pas « de suffisamment de moyens pour ses citoyens les plus démunis » ! Aujourd'hui, on constate que sa campagne a coûté beaucoup de voix à la gauche, sans affaiblir en rien l'extrême droite...

Ces calculs sont-ils durablement payants pour celles et ceux qui s'y livrent ? Rien n'est moins sûr. En témoigne la sévère déconvenue électorale subie par une « jusqu'au-boutiste » en la matière : la première ministre sociale-démocrate du Danemark, Mette Frederiksen. Ne déclarait-elle pas devant son parlement en janvier 2021 que son objectif était que son pays ne reçoive plus aucun demandeur d'asile ? Comment ? En refoulant systématiquement tout demandeur « vers un pays extérieur à l'Europe »... Las, les dernières élections européennes ont été marquées au Danemark par une lourde défaite du parti social-démocrate et un succès sans précédent du Parti populaire socialiste, authentiquement de gauche. À méditer par les politiciens tentés par le « modèle danois » en matière d'immigration. Il est grand temps de penser le monde à venir avec pour repères non la forteresse mais les communs, non le refoulement mais la solidarité, non les rapports de force mais les coopérations dans l'égalité.

Francis Wurtz, L'Humanité magazine n°920 - 13 septembre 2024

Immigration : comment l'Europe se durcit

De plus en plus de pays de l'Union n'hésitent pas à prendre des mesures toujours plus sécuritaires et répressives concernant les demandeurs d'asile. Offrant un boulevard idéologique aux théories de la submersion migratoire.

Le grand basculement. Depuis des mois, les politiques migratoires des États membres de l'Union européenne (UE) se durcissent à la chaîne. Les revendications de l'extrême droite trouvent un écho sans précédent sur le Vieux Continent. Et si l'Europe cédaient définitivement ?

Dernier exemple : l'Allemagne. À la fin du

mois d'août, le gouvernement du chancelier Olaf Scholz a expulsé 28 ressortissants afghans vers Kaboul. Tous condamnés « pour des infractions pénales », ayant fait l'objet d'un ordre de retour et ne détenant pas de titre de séjour, selon les mots du porte-parole du gouvernement, Steffen Hebestreit. C'est une première depuis le retour au pouvoir des

talibans en Afghanistan, il y a trois ans.

Plus récemment, la ministre allemande de l'Intérieur, Nancy Faeser, a annoncé, le 9 septembre, le retour temporaire des contrôles aux frontières intérieures pour lutter contre l'immigration illégale. Une décision prise deux semaines après l'attentat terroriste qui a fait trois morts et huit blessés à Solingen, le

23 août, quelques jours seulement après la percée de l'extrême droite lors des dernières élections régionales. Dans le Land de Thuringe, l'extrême droite de l'AfD est arrivée en tête avec 32,8% des voix. Dans le Land de Saxe, l'AfD (30,6%) talonne la CDU (31,9%). Sous la pression des conservateurs, de l'extrême droite et du récent parti de gauche, le BSW, fermement opposé à l'immigration qu'il juge « incontrôlée », Olaf Scholz a abdiqué. « Au lieu de tenir sur les valeurs et le respect du droit humanitaire, le gouvernement allemand tente de faire un mimétisme avec les positions d'extrême droite pour envoyer des messages aux électeurs », considère Mounir Satouri, eurodéputé écologiste et président de la sous-commission consacrée aux droits de l'homme à Bruxelles. Un durcissement d'autant plus remarquable que l'Allemagne tenait le rôle de bon élève européen dans l'accueil des exilés. « En comparaison de la France ou, encore pire, du Royaume-Uni, l'Allemagne a été extraordinairement généreuse, rappelle François Héran, sociologue et titulaire de la chaire Migrations et sociétés au Collège de France, chiffres à l'appui. 53% des Syriens qui ont demandé une protection en Europe l'ont fait en Allemagne. Contre 3% seulement en France ! » L'Allemagne semble donc désormais suivre le chemin tracé par le Danemark, où les socialistes au pouvoir assument depuis longtemps une politique migratoire très restrictive. « Les socialistes du Danemark donnent des gages à l'extrême droite car ils estiment que leur voisin, l'Allemagne, peut s'occuper de l'accueil à leur place », selon François Héran.

Surenchère sécuritaire

Ce basculement allemand est donc une nouvelle pierre dans une longue série de renoncements humanistes depuis 2015. « En Europe, l'extrême droite s'est bâtie sur une idée : la lutte contre l'immigration, avec un discours simpliste, et faux, qui associe l'immigration à l'insécurité, souligne Marie-Laure Basilien Gainche, professeure de droit public à l'université Jean-Moulin Lyon-III, spécialiste de la question migratoire en Europe. Et les échiquiers politiques ont endossé ce discours. Mais, en voulant contrer l'extrême droite sur son terrain, ce discours a été légitimé. Au détriment des personnes les plus vulnérables. » Une dérive qu'a observée Sylvie Guillaume, eurodéputée socialiste de 2009 à 2024, ex-vice-présidente du Parlement européen et aujourd'hui présidente de l'association Forum réfugiés : « Une politique migratoire bascule parce que des forces politiques de droite et d'extrême droite, une fois au pouvoir, durcissent la ligne. Mais aussi parce que

les autres gouvernements paniquent sous la pression de l'extrême droite. »

De la recherche d'un équilibre entre lutte contre l'immigration irrégulière et protection des demandeurs d'asile, la politique du Vieux Continent a, au fil des ans, jeté aux oubliettes l'un des deux objectifs. « À partir de 2015, on a assisté à un tournant sécuritaire, et répressif », note Marie-Laure Basilien Gainche, qui cite par exemple la création de « hot spots » en Grèce et en Italie, ou les accords avec des pays non-européens (Libye, Afghanistan, etc.) pour retenir les réfugiés hors de l'espace européen et les empêcher de partir. Le parachèvement de cette radicalisation pourrait être le pacte asile et migration voté le 10 avril au Parlement européen. Un paquet de dix règlements et de trois recommandations qui ouvre la voie à un filtrage encore plus important des migrants aux entrées de l'Europe, à des contrôles renforcés et à la création de centres de rétention aux frontières. « L'Europe n'a jamais réussi à imposer une répartition égale de la charge. Les règlements de Dublin sont une manière, pour beaucoup de pays, d'éloigner ce "fardeau". Mais ce pacte ne remet pas en cause ces règlements », regrette François Héran. En outre, ce pacte a été voté alors que Frontex, l'agence de l'UE chargée du contrôle de la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen, estime que les entrées irrégulières dans l'UE ont chuté de 39% depuis début 2024.

« Ce paquet acte le fait que l'Europe est prête à un certain nombre de compromissions sur le respect du droit humain », juge David Cormand, eurodéputé vert. « Ces mesures ne mènent pas vers plus de solidarité entre Européens, plus d'humanité par rapport à ce que subissent les migrants en Méditerranée et dans la Manche, plus d'efficacité dans les politiques qui peuvent prévenir le recours à la migration des populations principalement africaines, renchérit Mounir Satouri. On est juste dans la surenchère sécuritaire pour essayer d'endiguer la montée de l'extrême droite en Europe. »

Et la fuite en avant n'a pas de fin. « On a voté le pacte asile et migration à la toute fin du mandat du Parlement européen. Mais il n'était même pas transposé que, déjà, un certain nombre d'États membres, sans surprise, contestaient la possibilité que ce pacte soit suffisant », dénonce Sylvie Guillaume. « Jordan Bardella a soutenu que ce pacte allait permettre une invasion migratoire, alors même qu'il instaure un régime de contrôles des frontières incroyablement strict, souffle Marie-Laure Basilien Gainche. L'extrême droite a vu ses desiderata intégrés pour l'es-

sentiel dans le pacte, ce qui l'a conduite à faire de la surenchère. »

Droits humains bafoués

Trois semaines avant les élections européennes, quinze États membres ont adressé à la Commission européenne une lettre demandant à l'UE « d'identifier, d'élaborer et de proposer de nouveaux moyens et de nouvelles solutions pour prévenir l'immigration irrégulière vers l'Europe ». La lettre est signée par la Bulgarie, la République tchèque, le Danemark, la Finlande, l'Estonie, la Grèce, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne et la Roumanie. Leur liste de courses est longue. S'inspirant de l'accord entre l'Italie et l'Albanie, ils souhaitent que l'Europe imagine des mécanismes permettant « d'intercepter et, en cas de détresse, de secourir des migrants en haute mer et de les emmener dans un lieu sûr d'un pays partenaire hors de l'UE ». Mais ils demandent également une « réévaluation » du concept de « pays tiers sûr » dans la loi européenne sur l'asile. Ils veulent aussi multiplier les accords avec les pays tiers situés le long des routes migratoires, afin d'y transférer les migrants dont la demande d'asile a été rejetée, en attendant qu'ils soient renvoyés dans leur pays d'origine. Comme le partenariat conclu entre l'UE et la Turquie en 2016 et avec la Tunisie en 2023.

« Endiguer l'immigration à la source, c'est faire en sorte que les gens n'aient pas besoin de traverser pour leur survie. Endiguer l'immigration, c'est arrêter de "contractualiser" avec les dictateurs qui maltraitent leur population. Jamais les candidats tunisiens à l'immigration n'ont été aussi nombreux depuis que le régime autoritaire de Kaïs Saïed s'est mis en place. Doit-on vraiment croire que la solution à l'immigration s'appelle Kaïs Saïed ? C'est ahurissant. Toute la politique de coopération de l'UE est à revoir », cingle l'écologiste Mounir Satouri. La présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, ne semble pas aller dans ce sens. Le 18 juillet, elle a plutôt promis de renforcer Frontex et de tripler le nombre de garde-frontières et de garde-côtes européens. Le 6 septembre en Hongrie, le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, Bence Retvari, a tenu une conférence de presse devant une rangée de bus à Roske, une ville proche de la frontière avec la Serbie. Le ministre de Viktor Orban a dénoncé l'amende de 200 millions d'euros infligée le 13 juin par la Cour de justice de l'UE pour non-respect d'un droit d'asile effectif. Et il a menacé l'Europe d'envoyer des bus de migrants à Bruxelles : « Si Bruxelles veut des migrants, elle peut les avoir ! » « Giorgia Me-

Ioni, Matteo Salvini, Viktor Orban... L'extrême droite européenne dit la même chose : l'UE a des normes de protection des droits humains qui seraient trop importantes. Donc il faudrait remettre en question la charte des droits fondamentaux », analyse David Cormand.

Rien ne semble pouvoir freiner la course sécuritaire. Dans un jeu politique néfaste, les

sociaux-libéraux d'hier n'hésitent plus à prendre des mesures toujours plus répressives à l'égard des exilés. Une stratégie politique dont l'efficacité interroge toujours plus, alors que les extrêmes droites continuent de progresser partout, ou presque, sur le Vieux Continent. En France, la nomination de Michel Barnier s'inscrit dans cette droite ligne.

Que fera-t-il demain sur la question migratoire, alors que son gouvernement repose uniquement sur l'assentiment du Rassemblement national ? Dans une tribune publiée dans les colonnes du Monde, François Héran alerte sur les risques d'une énième surenchère. « À ce jeu, c'est toujours l'extrême droite qui gagne. »

La France au diapason de l'extrême droite

Avec la nomination de Michel Barnier à Matignon grâce à l'assentiment du Rassemblement national (RN), le prochain gouvernement pourrait durcir une nouvelle fois la politique migratoire du pays. Neuf mois seulement après la très dure loi immigration qui limite le droit du sol et durcit l'accès aux prestations sociales pour les étrangers. Car en 2021, alors candidat à la primaire de la droite, Michel Barnier défendait un « moratoire » de trois à cinq ans, adossé à un « bouclier institutionnel » et à un référendum sur le sujet migratoire, permettant à la France de freiner les régularisations et le regroupement familial sans être condamnée par l'UE. Selon François Héran, dans une tribune publiée dans Le Monde, Barnier a « succombé à la surenchère qui a jeté LR aux portes du Rassemblement national (1) ». Il y a trois ans, Michel Barnier ne s'empêchait pas non plus d'établir un lien entre flux migratoires et terrorisme, plaçant pour la diminution du nombre d'étudiants étrangers et proposait d'ouvrir de nouvelles négociations en Europe pour lutter contre les frontières européennes qui étaient, selon lui, des « passoires ». Lors des négociations pour la composition du gouvernement, l'idée du retour d'un ministère de l'Immigration a surgi, comme en 2007 sous Nicolas Sarkozy. Une rumeur démentie par Matignon. Après son rendez-vous avec le nouveau premier ministre, le 6 septembre, Bruno Retailleau, chef de file des sénateurs républicains, lâche : « Sur l'immigration, j'ai senti que Michel Barnier voulait aller le plus loin possible. » Ça promet.

(1) Le 14 septembre 2024

Pierre Jequier-Zalc & Lucas Sarafian, Politis n°1828 - 19 septembre 2024

Partout en Europe, l'extrême droite a surfé sur la peur de l'immigration

Dans des pays comme l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, l'Italie ou la France, où l'extrême droite a grimpé lors du scrutin du 9 juin, la question migratoire a été largement instrumentalisée, sur fond de désinformation et de discours de haine.

En Autriche, le Parti de la Liberté (FPÖ) avait basé sa campagne sur cette thématique, il a remporté 25,7 % des voix aux élections européennes (en progrès de plus de 8 %). Car le Parti de la liberté est aussi celui de l'« anti-immigration » : le 25 mai, sur le réseau social X, il réclamait « enfin des frontières extérieures sécurisées contre l'immigration clandestine qui abuse du droit d'asile » en Europe, évoquant « huit millions de demandes d'asile depuis 2015, et aucune fin en vue ». Sur l'image diffusée sur X est affiché le visage de la tête de liste du parti, Harald Vilimsky, avec en toile de fond une foule de migrants devant un point de passage des frontières européennes, donnant l'impression d'une Europe qui serait « submergée » ou « envahie », deux termes appréciés des extrêmes droites, et sauvée par la figure de l'homme blanc. Le FPÖ n'est pas le seul à avoir joué la carte de l'immigration, et de la peur, pour tenter de convaincre un certain électeur.

En Allemagne, l'Alternative für Deutschland (AfD) a martelé les mêmes discours de haine, se positionnant contre l'accueil des migrants et contre l'« islam politique ». « Nous ne voulons pas devenir des étrangers dans notre propre pays », a assumé le parti d'extrême droite, reprenant entre les lignes la théorie

raciste et infondée du "grand remplacement". L'AfD est arrivée en seconde place, souffrant, sans doute, des scandales qui ont éclaboussé sa campagne en début d'année. Mais l'AfD a progressé malgré tout et obtenu sept sièges de plus. « On voit bien que le fait d'utiliser la figure de l'étranger comme ressort de haine, cela fonctionne. Cela fonctionne très bien, trop bien », analyse la chercheuse Tania Racho, spécialiste en droit européen, également membre de l'Institut Convergences Migrations. Pour elle, la question migratoire est instrumentalisée par l'extrême droite depuis des décennies, avec beaucoup de désinformation, dans l'unique objectif de « créer la peur, et donc de susciter une adhésion immédiate des citoyens ».

À La Cimade, Dalia Frantz, responsable des questions européennes, relève « beaucoup d'incompréhension ou de méconnaissance » sur la question migratoire, ce qui facilite son instrumentalisation, notamment en période électorale. « Quand on regarde les propositions des partis d'extrême droite et leurs arguments, c'est très creux. Soit les propositions sont totalement inapplicables, soit elles existent déjà. »

L'approche de certains médias permet aussi, ajoute-t-elle, de traiter ces sujets dans le sens des idées portées par l'extrême droite. « Quand

on illustre des débats télévisés par les images de bateaux ou de camps, ça entretient tout un imaginaire autour de la "submersion migratoire". »

Une identité construite sur l'immigration

Les personnes migrantes ne sont perçues que sous le prisme du « problème », analyse la chercheuse Marie-Laure Basilien-Gainche, spécialisée dans les questions européennes et les migrations. « C'est élaboré comme tel par les gouvernants, surtout depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000. Au fil des campagnes, on a vu l'exploitation du filon "immigration" prendre de l'ampleur, présenté comme un danger à maîtriser. » C'est alors devenu, poursuit-elle, un fil majeur de définition des politiques.

Les partis d'extrême droite ont ainsi construit leur identité autour de l'immigration, qu'ils placent au cœur de leur discours politique. « Il y a une construction de la question migratoire », développe la professeure de droit, y voyant un cercle vicieux. « On crée des migrants irréguliers, l'extrême droite se nourrit de cette irrégularité et cela vient justifier sa propre existence. » Ce qui a particulièrement joué dans ces élections, c'est le lien entre immigration et insécurité. Physique, mais aussi sociale. « Le migrant est conçu comme un bouc émissaire. »

Ils ont « joué sur les peurs » avec beaucoup de manipulation, abonde Dalia Frantz. N'importe quelle thématique est reliée aux migrations : la sécurité, l'économie, la pauvreté et même les droits des femmes... Les personnes migrantes seraient responsables de tous les maux, alors que, dans le fond, « c'est complètement faux et l'extrême droite est loin d'apporter des réponses à toutes ces problématiques, bien au contraire ».

Le fait que la rhétorique et les mesures proposées par l'extrême droite soient reprises par des partis plus modérés ou centristes – en France, c'est le cas de Renaissance ; en Europe, du Parti populaire européen (PPE) – a légitimé « toute la logorrhée de l'extrême droite » sur ce sujet : « Ils lui ont permis de se positionner encore plus sur ce terrain, en allant jusqu'à adopter des mesures qui correspondaient à ses attentes. Au lieu d'empêcher son arrivée, ils ont facilité son accession au pouvoir », résume Marie-Laure Basilien-Gainche. Une stratégie « dangereuse », que décrypte aussi la chercheuse Shoshana Fine, qui s'intéresse de près à l'externalisation de la gestion des frontières européennes. Les résultats des élections montrent selon elle que « l'approche sécuritaire actuelle de l'Europe à l'égard de l'immigration ne permet pas de contrer l'extrême droite ». « Elle normalise son approche, en contribuant à la déshumanisation des migrants et en les catégorisant de manière binaire, entre "légaux" et "illégaux". Même ceux qui sont "légaux" font l'objet de soupçons permanents. »

Des campagnes aux enjeux nationaux

Elle observe ainsi que même si le nombre de personnes migrantes arrivant en Europe a diminué, « l'anxiété du public à ce sujet reste élevée ». Les responsables politiques européens et français se sont davantage concentrés sur la réduction des chiffres que sur la lutte contre l'idée d'« invasion » véhiculée par l'extrême droite, qui s'est imposée à de nombreux électeurs et électrices « à cause d'une politique à gauche à droite », qui identifie la figure du migrant surtout comme un problème, voire une menace.

Force est de constater que pour des pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie ou la France, la stratégie adoptée par

les extrêmes droites a payé, et celle adoptée en réponse les a tout sauf desservies. L'adoption du pacte migratoire européen en parallèle de la campagne des européennes est venue donner du crédit aux extrêmes droites : certaines, dont celle de Jordan Bardella, ont pu dire que « ce n'était pas suffisant et qu'il fallait aller plus loin », relève Dalia Frantz. « Ça leur permet de dire que si les autres n'y arrivent pas, elles y arriveront. »

Les migrations ont aussi été instrumentalisées parce que les européennes répondaient à des enjeux nationaux. « On le voit bien aujourd'hui en France, avec les élections législatives provoquées par la dissolution décidée par Emmanuel Macron après la montée du RN », ajoute la responsable des questions européennes de La Cimade. Cette dernière relativise malgré tout : au Parlement européen, l'équilibre n'est finalement pas bouleversé, malgré la montée de l'extrême droite dans certains pays.

En revanche, « le parti majoritaire, le PPE, a viré beaucoup plus à droite dans ses propositions ; il y a eu une victoire idéologique de l'extrême droite sur la question migratoire ». La preuve : c'est dans le contexte des européennes que le PPE a vanté les mérites de l'externalisation des frontières, et que quinze États membres de l'UE ont adressé une lettre ouverte à la Commission européenne pour réclamer « de nouveaux moyens et de nouvelles solutions pour prévenir l'immigration irrégulière en Europe ».

Derrière cette montée relative des extrêmes droites en Europe, quelques nuances sont à souligner. L'Italie a certes vu le parti de Giorgia Meloni l'emporter, mais elle a aussi vu celui de Matteo Salvini dégringoler, avec en parallèle l'élection de Mimmo Lucano, fervent défenseur des droits des exilés connu pour le modèle d'accueil qu'il a participé à mettre en place à Riace (Calabre).

Une autre voie possible

Tout comme Carola Rackete, connue pour son engagement dans le sauvetage des exilés en Méditerranée, qui a été élue eurodéputée en Allemagne (en insistant aussi sur le volet écologie), mais n'a pas pu empêcher la progression de l'une de ses rivales, Sahra Wagenknecht, clairement positionnée contre

l'immigration. Et la Suède est un vrai contre-exemple, complète Tania Racho. « Ils se sont rendu compte que l'extrême droite avait utilisé des usines à trolls pour pousser de fausses informations sur les migrations, ce qui a permis de les mettre en recul... » Qu'est-ce qui aurait pu empêcher les extrêmes droites d'instrumentaliser autant les migrations dans ce contexte électoral ? D'abord, promouvoir « des politiques inclusives, beaucoup plus rassurantes pour toutes les parties et plus humaines que des mesures d'urgence », répond la chercheuse Shoshana Fine. « Contrairement à une approche centrée sur la sécurité, on pourrait soutenir les migrants en tant que personnes ayant droit à la vie, mais aussi en tant que contributeurs aux économies de l'Europe. » Ensuite, la notion de crise migratoire a été « implantée dans le décor comme une réalité », note Tania Racho, alors qu'elle est « totalement contestée ». Un meilleur discours et une meilleure gestion des migrations mettraient à mal l'imaginaire proposé du désordre aux frontières européennes. « Si on investit davantage dans l'accueil, il y a moins de matière pour l'extrême droite, et la population s'inquiète donc beaucoup moins. » Marie-Laure Basilien-Gainche s'étonne de voir que les travaux scientifiques ne semblent pas avoir le moindre effet sur les politiques mises en œuvre, et constate une « surdité politique » aux éléments apportés par les chercheurs et chercheuses sur ces questions. Elle rappelle combien l'ouverture de voies légales serait bénéfique : l'UE ne créerait pas de migrants irréguliers, donc pas de « menace migratoire », elle accompagnerait la mobilité humaine et aurait ainsi plus de fonds à investir dans l'intégration, décortique la spécialiste.

« Des choix ont été faits par le passé et, curieusement, on reste sur ce modèle délétère et irrationnel. Les responsables politiques estiment que s'ils font autrement, l'opinion publique ne les suivra pas. Or, c'est justement eux qui produisent l'opinion publique. » Et Shoshana Fine de conclure : les hommes et femmes politiques « peuvent faire preuve de plus d'audace en présentant les migrations comme un phénomène normal, voire nécessaire ».

Nejma Brahim, Mediapart - 14 juin 2024

contact : cercledesilence-tours@orange.fr

Le cercle de silence de Tours se réunit chaque mois à l'appel de Chrétiens-Migrants, RESF 37, Emmaüs 100 pour 1, Utopia 56, Pastorale des Migrants, CCFD-Terre Solidaire, LDH 37, Rencontre Entraide Protestante, ACAT, CIMADE, EELV Touraine, NPA, ATTAC, Amnesty International 37, Collectif Palestine 37, des individus en lutte...
et en mémoire du Père Léon Gahier

Prochain Cercle de silence : mardi 29 octobre 2024